PAGES DE GAUCHE

NUMÉRO 1, MAI 2002

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES

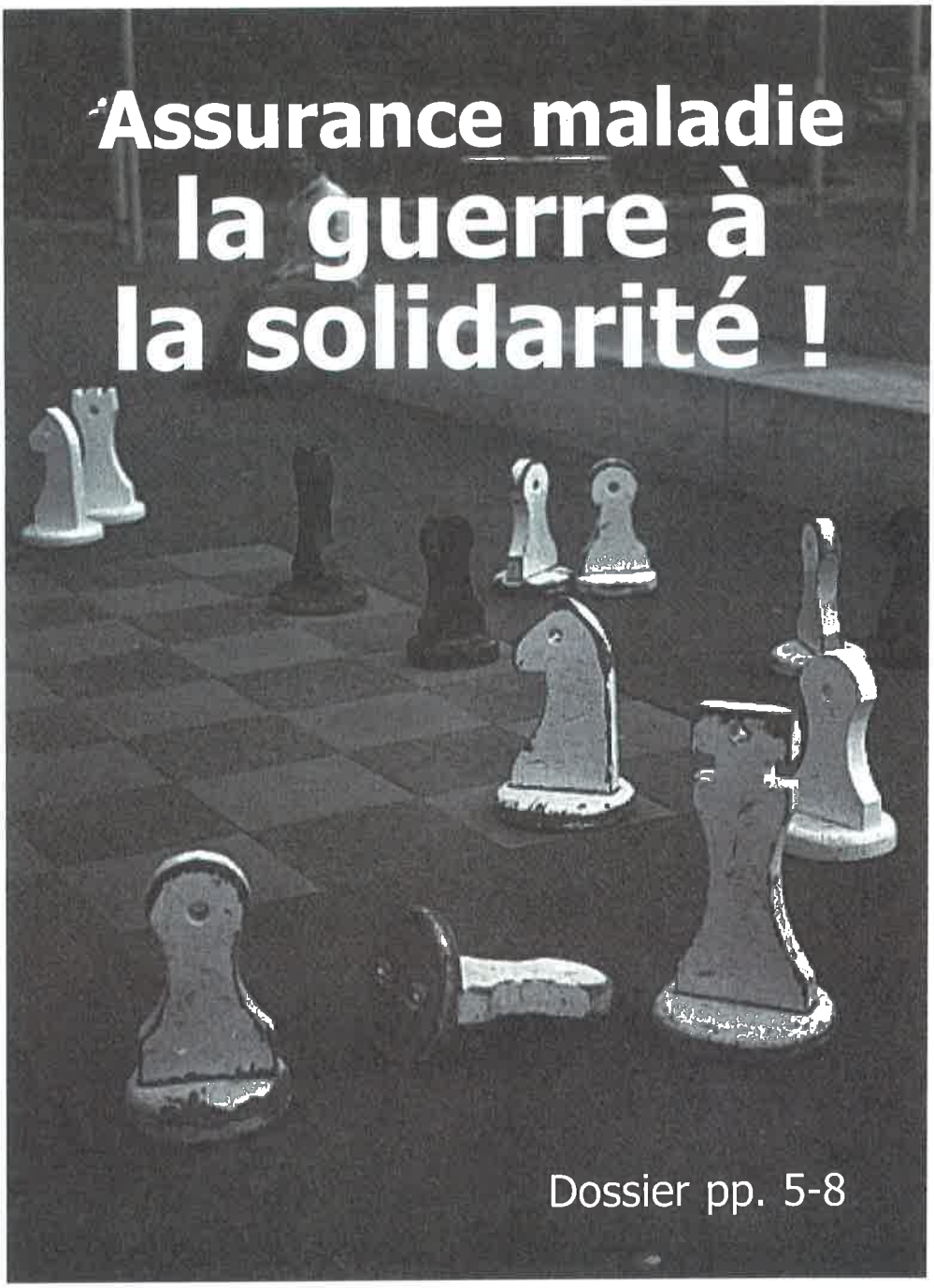
Le prix du centrisme

Pour toute personne défendant la démocratie, la percée de l'extrême-droite en France est profondément inquiétante. Pour chaque socialiste, pour chaque personne se sentant proche du socialisme, l'échec des socialistes français est difficile à accepter.

Nous avions appris à rejeter Tony Blair et Gerhard Schröder, car leur social-libéralisme n'est rien d'autre qu'un masque cachant (mal) leur volonté de défendre avant tout la loi du profit. Mais, disions-nous, en France, Lionel Jospin et son équipe, malgré les privatisations, résistaient encore à cette dérive.

Et pourtant, Jospin a cédé aux sirènes sécuritaires en utilisant le langage de Chirac et il a parlé de la réforme des retraites avec les slogans de la droite. Son échec est, certes, en partie dû à la désunion de la gauche, mais il est surtout conséquence du refus de la part des couches populaires d'un discours, d'un projet social-libéral vides de perspective de progrès et reniant les valeurs fondatrices, ainsi que les engagements de la gauche.

Face à ce constat, une conviction : la gauche n'est forte que si elle incarne une vraie alternative à la droite. En Suisse, les occasions de l'affirmer ne manquent pas. La prochaine sera la votation sur la Loi sur le marché de l'électricité. Nous vivons depuis trop longtemps dans un monde à l'envers. Contribuons à le remettre sur ses pieds !



Prix au numéro : 4.50 CHF, abonnement annuel : 29.00 CHF

Notre pari : des pages de gauche

PAGES DE GAUCHE naît dans l'enthousiasme. L'idée d'une publication, lancée il y a quelques mois, s'est rapidement transformée en un projet concret de journal mensuel dont voici la première édition. Notre motivation est simple. Il n'existe pas en Suisse romande d'organe de presse s'adressant à la fois aux membres du Parti socialiste, à des syndicalistes et à des militant-e-s des mouvements sociaux, associatifs et politiques. Face à une presse nationale et internationale soumise à la loi du marché et chantre des privatisations, de la globalisation néolibérale et du «moins d'Etat», nous estimons indispensable de disposer d'un journal indépendant dont l'objectif se résume en deux mots : informer et proposer. PAGES DE GAUCHE veut informer sur les luttes de la gauche en Suisse et dans le monde, sur les discussions qui ont lieu au sein du courant politique auquel nous nous identifions, sur les événements dont la presse habituelle ne se fait pas l'écho, faute de volonté ou d'intérêt commercial. PAGES DE GAUCHE est aussi une plate-forme de discussion d'opinions socialistes comme l'indique son sous-titre. Comment réformer le système de santé ? Quelle perspective pour les services publics ? Où va la social-démocratie ? Voici quelques exemples de thèmes qui nous sont chers et qui jouiront dans PAGES DE GAUCHE d'un espace de réflexion et de discussion.

Ce journal est aussi un pari. Nous croyons en l'avenir d'une publication de gauche faite par des militant-e-s pour des militant-e-s. Nous estimons qu'à une heure où la gauche retrouve ses forces et fait entendre sa voix avec vigueur, il est impératif qu'elle dispose d'un instrument de diffusion de ses idées. Face à la puissance des grandes maisons d'édition, nous opposons l'engagement de la gauche et des personnes qui la composent. Face au bourrage de crâne quotidien qui veut nous faire croire que bonheur rime avec capitalisme et joie avec libéralisme, nous affirmons notre détermination de construire un projet alternatif de société. Nous récusons le monde tel qu'il est et ceux qui en sont les porte-parole. Voilà pourquoi PAGES DE GAUCHE voit le jour. Il nous reste à vous remercier d'avance pour votre intérêt et pour votre soutien, car PAGES DE GAUCHE est un projet collectif, et notre enthousiasme et notre conviction n'ont de sens que s'ils sont partagés par vous.

La rédaction

Les photographies de ce numéro sont de **Jean-Denis Borel**, 24 ans, licencié en sciences sociales de l'Université de Lausanne. Il partage son temps entre le travail social, la réalisation audiovisuelle et les voyages, qui lui fournissent un vaste répertoire d'images à engranger.
«Ce qui m'intéresse le plus dans le monde qui m'entoure, ce sont les gens, les visages, les expressions que l'on découvre au détour d'une rue ou assis sur un banc. J'ai choisi le portrait pour illustrer ce numéro de Pages de Gauche, car lorsque l'on parle de la santé, c'est d'abord de l'être humain qu'il s'agit. De notre voisin, de nous, de vous ...»

Sommaire

Le retour de la gauche	p. 1
Notre pari: des pages de gauche	p. 2
De Sommaruga à Economiesuisse: le front libéral	p. 3
Faut-il maintenir une agriculture suisse?	p. 4
Dossier LAMAl: enjeux et avenir de notre système de santé	pp. 5-8
Une nouvelle voix pour la gauche	p. 9
Avortement: 80 ans de polémique	p. 10
«New Labour» et les syndicats: vers la rupture?	p. 10
En vrac: brèves et Jet set	p. 11
La dernière	p. 12

Rédaction et secrétariat :
Case postale 3567, 1002 Lausanne

Rédaction :
Anouk Henry, Carole-Anne Kast, Oran McKenzie, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Julie Poget, Florian Ruf, Christian Vullioud.
Comité :
Cesla Amarelle, Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Julien Dubouchet, Dan Gallin, Valérie Garbani, Grégoire Junod, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Stéphane Montangero, Solange Peters, Gilles Pierrehumbert, Stéphane Rossini, Géraldine Savary, Gianni Schneider, Nelson Serathiuk, Claude Vaucher, Alberto Velasco.
Imprimeur :
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

De Sommaruga à Economiesuisse: le front libéral

Le référendum sur la Loi sur le Marché de l'Electricité (LME) voit apparaître en Suisse, à l'instar de l'Union Européenne, d'étranges alliances contre nature.

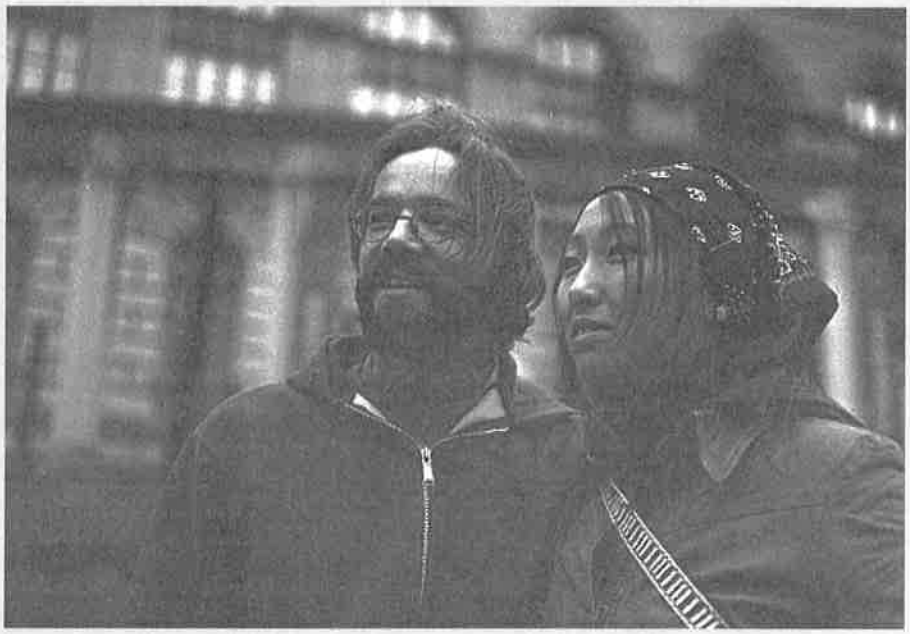
Blair s'allie avec Aznar et Berlusconi à Barcelone pour assurer à marche forcée la fuite en avant libérale. Il ne respecte ni l'expérience répétée des échecs du système marchand dans les réseaux d'infrastructures et les services publics, ni la montée de la contestation. En Suisse, dans le même élan, les socialistes Sommaruga, Strahm et Leuenberger feront campagne avec Economiesuisse, le WWF et les électriciens pour faire accepter une loi qui prévoit l'ouverture totale du secteur électrique au marché. Ils sont prêts à se battre contre les syndicats, contre leur parti, contre les Verts, sur un thème crucial pour l'avenir économique du pays et pour la cohérence de la politique économique du Parti socialiste.

Moritz Leuenberger a dit clairement lors d'une réunion des parlementaires latins qu'au fond, l'électricité, ça ne l'intéresse pas. Comme en plus cette loi a été durcie dans le sens de la libéralisation par le Parlement, cela ferait deux raisons au moins pour ne pas faire campagne. Pourtant, il sera en première ligne. Simonetta Sommaruga, au Parlement, se disait convaincue que la libéralisation ferait baisser les prix pour les petits consommateurs. Aujourd'hui, devant l'évidence du contraire, elle avoue qu'elle ne sait plus. Mais elle s'engagera à fond quand même. Rudolf Strahm quant à lui a assez dit qu'il considère que la différence entre gauche et droite, c'est que la gauche veut vraiment le marché partout, alors que la droite fait seulement semblant. Il a sans cesse clamé, sans craindre le mensonge, que le référendum contre la loi était un référendum caché des électriciens. Aujourd'hui, fidèle à ce qu'il est devenu, il sera la cheville ouvrière, avec l'argent des électriciens, de la campagne pour la loi.

N'ayant plus ni l'argument de la baisse des prix, ni celui de la sortie du nucléaire par le marché, cette alliance libérale devait trouver autre chose. Quand on n'a pas de conviction, mais des intérêts, les études d'opinion sont d'un précieux recours. Celles-ci démontrent que les gens ne veulent pas avoir à choisir leur fournisseur d'électricité. Ce qui compte pour eux, c'est qu'il y ait du courant quand ils allument l'interrupteur. Sans rire, les partisans de la libéralisation feront donc campagne pour «la sécurité de l'approvisionnement» et parce que «sans loi, ce serait bien pire». Or sans cette loi, la libéralisation de ce secteur en Suisse n'est pas possible. C'est bien pour cela qu'Economiesuisse s'engage. Alors que c'est justement la libéralisation, c'est-à-dire le démantèlement des surcapacités de production de courant électrique pour maintenir ou pour faire monter les prix, qui fait s'évanouir la sécurité de l'approvisionnement.

Cette campagne sur la Loi sur le Marché de l'Electricité (LME) aura au moins apporté une lumière sur l'évolution politique en Suisse (avant peut-être de nous plonger un jour dans l'obscurité au sens propre). C'est l'apparition d'un authentique front libéral, qui rassemble dans la même volonté hégémonique de négation de toute alternative politique: Bührer, Couchepin, Economiesuisse, Sommaruga, Strahm et Leuenberger. La votation de septembre prochain sur la LME sera l'occasion de s'engager en faveur d'une autre perspective.

Pierre-Yves Maillard
conseiller national



«La santé c'est pouvoir se déplacer librement, ça a énormément à voir avec la liberté»
Sébastien & Yan Yan, conseiller à la clientèle et employée d'un bureau d'ingénieur.

Faut-il maintenir une agriculture suisse ?

Trop chers, trop nombreux, non compétitifs, payés 2530.- par mois en 2001, faut-il maintenir des agriculteurs productifs de denrées alimentaires en Suisse ?

Les cuisses de poulet à des prix attractifs nous viennent de Chine, de Hongrie ou de France. Les asperges de Californie sont vendues dans nos magasins au coût de production suisse, nos collègues européens produisent du lait, de la viande et des céréales à la moitié du prix suisse. Vous êtes toujours plus friands de vins en provenance du Chili, de Californie ou d'Afrique du Sud. En Suisse, les terres ainsi libérées de la fonction productive au nom d'une compétitivité médiocre, pourraient servir au délassement, aux loisirs (terrains de golf, parcs d'attraction). La forêt, tout naturellement, saurait reconquérir les espaces abandonnés. Quelques centaines de milliers de personnes actives dans les champs, les usines de transformation et de conditionnement, les centres de recherche et de vulgarisation, ainsi que dans les administrations fédérales ou cantonales, seraient contraintes de chercher un autre emploi. Pour le tourisme et les fêtes enracinées dans la tradition paysanne, on pourrait maintenir quelques exploitations agricoles en activité afin de fournir bétail et outils traditionnels pour les désalpes, le brunch à la ferme ou les fêtes de lutte suisse.

Marché vs. sécurité alimentaire

En plus sérieux, l'agriculture, au même titre que l'école, les transports publics, les services de santé ou la Poste, c'est tout d'abord des femmes et des hommes au travail, capables d'offrir des biens ou des services indispensables au bien-être de la population. Durant ces dernières années, l'idéologie du libre marché a gagné quasi tous les secteurs de production; l'agriculture ne devrait plus constituer une exception. Si elle n'est pas compétitive, elle doit tout faire pour y parvenir, ou alors elle disparaît.

La course au coût de production le plus bas a entraîné ces dernières années quelques crises majeures, notamment dans le secteur de la production animale (crise de l'ESB, antibiotiques). Cette course pose la question majeure de la sécurité alimentaire qualitative. A mon sens, seule une agriculture de proximité, travaillant selon l'exigence de la transparence, permet d'offrir un maximum de garantie concernant une alimentation sécurisée. Plus on s'éloigne des lieux de production, moins la traçabilité du produit est crédible.

Quel avenir ?

L'abondance que nous connaissons dans les pays riches pourrait nous faire croire que la sécurité alimentaire quantitative est définitivement acquise. Faut-il rappeler que des centaines de millions de personnes souffrent de malnutrition dans le monde, que chaque jour le potentiel naturel de production à la surface de la planète diminue par la construction, l'érosion, le tassement ou l'intoxication des sols, par une diminution de la biodiversité sans oublier l'eau qui se fait également plus rare ? Mon propos n'est pas d'utiliser la peur de l'assiette vide pour justifier le maintien d'une agriculture productive en Suisse; je pars d'un constat partagé par de nombreux collègues paysans, du Sud comme du Nord. La sécurité alimentaire trouve ses fondements dans l'activité agricole régionale pour ravitailler prioritairement des marchés de proximité. Les habitants d'un pays, d'une région, doivent pouvoir choisir librement leur alimentation, et si nécessaire se protéger légalement contre une concurrence destructrice.

Fernand Cuche, secrétaire-paysan

Uniterre: un syndicat engagé

Uniterre a succédé à l'ancienne Union des producteurs suisses (UPS) en septembre dernier. Sa principale revendication est de lutter contre la baisse de revenu des agriculteurs, qui profite essentiellement aux deux grands distributeurs suisses. La baisse du prix à la production, exigée au nom de la libéralisation du marché, n'est pratiquement pas reportée sur le prix à l'achat. Uniterre combat cette évolution et entend négocier un prix à la production suffisamment rémunérateur pour les paysans. Le syndicat s'engage également à défendre une agriculture respectueuse de l'environnement et à en négocier les modalités avec la Confédération.

Uniterre a mené ces dernières années des opérations coup de poing destinées à attirer l'attention sur la précarité du statut des agriculteurs. Rappelons, par exemple, le blocage des centrales de distribution de Coop et de Migros, en novembre dernier.

Uniterre compte environ 2'500 membres, essentiellement en Suisse romande. Le syndicat ne fait en apparence pas le poids face au mastodonte qu'est l'Union suisse des paysans (USP). Pourtant, le discours beaucoup plus offensif d'Uniterre, traduit par de nombreuses actions, a fait mouche. Si bien que ses revendications sont soutenues par une grande partie de la population. *FRu*

Brève

300 millions de moins entre 2004 et 2007

La dernière annonce du département Couchepin est inquiétante. En prévoyant une baisse supplémenataire des paiements directs accordés aux paysans suisses, le Conseil fédéral hypothèque l'avenir de l'agriculture, fortement touchée par les coupes budgétaires de la décennie passée. Prêchant les lois du marché, le gouvernement helvétique menace l'existence de milliers d'exploitations.

Les enjeux de la révision de la Loi sur l'assurance maladie

L'augmentation massive des primes l'automne dernier a encore une fois montré combien une amélioration de la Loi sur l'assurance maladie (LAMal) est urgente.

La révision de la LAMal, actuellement en préparation, menace de détériorer la situation des ménages suisses. C'est pour éclairer un débat souvent très technique qui tend à dissimuler les véritables enjeux que PAGES DE GAUCHE a choisi de consacrer le dossier de ce numéro à la LAMal.

Un bilan plus que mitigé

Six ans après son entrée en vigueur, force est de constater que le bilan de la LAMal est bien maigre. Elaborée pour remplacer un système au bord de l'implosion et foncièrement inéquitable, la LAMal devait répondre à deux objectifs principaux: introduire une certaine dose de solidarité entre assurés et maîtriser la croissance des coûts. Sur le plan de la solidarité, si certaines inégalités criantes ont disparu (entre hommes et femmes, jeunes et vieux, malades et bien-portants), le système reste foncièrement inégalitaire, que ce soit entre riches et pauvres ou entre les régions. Le caractère antisocial des primes par tête s'est exacerbé avec les augmentations successives des primes. Les subventions promises par la Confédération et les cantons pour atténuer la pression sur les ménages à revenus modestes n'ont jamais été complètement octroyées (sur les six ans, l'opération correspond à un transfert de charges sur les assurés de 4,844 milliards de francs). De plus, l'objectif de la maîtrise des coûts n'a pas été atteint; ils ont continué à augmenter – 2,7% de 1990 à 1995 et 3,7% de 1995 à 1998. D'autant que, pour les assurés, les coûts correspondent surtout aux primes qu'ils doivent payer chaque mois. Selon l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), les primes ont été multipliées par quatre ces vingt dernières années.

Retour à la case départ

Depuis quelques mois, sur un terrain miné par de fortes augmentations de primes et à l'approche de la révision de la LAMal, les poids lourds de la droite et les grandes caisses maladie sont sortis du bois avec des propositions qui, bien qu'elles ne soient pas nouvelles, ont cette fois de réelles chances d'aboutir : il faudrait réduire le catalogue des prestations et supprimer l'obligation de contracter (voir l'article de Stéphane Rossini en page 6).

Face au mécontentement général, la démagogie des milieux bourgeois peut faire des ravages. Pour ne pas attaquer de front le catalogue des prestations, ils ont commencé à dénoncer une prétendue «médecine de luxe» que produirait l'assurance maladie obligatoire. En condamnant telle ou telle prestation, on popularise peu à peu l'idée que c'est en réduisant le catalogue que nous arriverons à contenir l'explosion des coûts. La logique des milieux bourgeois est en réalité toute simple: en réduisant le catalogue, on agrandit du coup le champ d'activité des assurances complémentaires. Le marché de la santé est colossal et il en fait saliver plus d'un.

Pour faire face à cette situation, l'initiative du PSS sur la santé propose une alternative sérieuse en visant le remplacement des primes par tête par des contributions en fonction du revenu (voir l'article de Franco Cavalli en page 6). L'introduction d'une telle mesure serait le premier pas vers un système de santé plus social en Suisse.

Oran McKenzie

«Celui qui a la santé, il est riche»
Elvira, maraîchère.

L'initiative Santé du Parti socialiste : une grande b

Bientôt plus aucun politicien de Suisse ne pourra éviter de parler de politique de la santé. Il est même possible qu'elle soit au centre des élections fédérales de 2003.

C'est une bonne nouvelle pour le parti socialiste: les sondages annuels organisés par le «Forum Santé» montrent un soutien toujours plus prononcé de la population pour ses propositions, en particulier le projet de mettre en place un système de primes d'assurance maladie proportionnelles au revenu ou l'idée de transférer des compétences cantonales à la Confédération, afin d'éviter gaspillage et explosion des coûts.

Au contraire, les solutions proposées par les partis bourgeois irritent de plus en plus. Il faut dire qu'ils partent en ordre dispersé. Le PDC veut concilier l'enfer et le paradis: d'un côté, il prône une privatisation plus poussée et d'un autre, il réclame des solutions plus sociales ! Les radicaux, quant à eux, veulent diminuer les prestations liées à l'assurance obligatoire et augmenter le rôle des assurances complémentaires. Sans l'avouer franchement, ils prêchent ainsi pour une médecine à deux vitesses. Et pour ne pas être en reste, l'UDC fait encore pire. Elle propose une assurance obligatoire minimale pour les plus pauvres, une autre, identique à l'actuelle, pour une partie des classes moyennes et enfin une multiplication d'assurances complémentaires pour les plus riches.

La Commission de santé du Conseil national vient d'entamer la révision de la LAMal. Au vu des discussions, gageons que la bataille sera rude. Les propositions socialistes restent fermes et claires. Dans un premier temps, nous souhaitons introduire une série de mesures qui nous rapprocheraient du but final d'un système de primes proportionnelles au revenu. Nous exigeons en particulier une limite sociale aux primes par tête, des franchises proportionnelles au revenu, une compensation par les impôts pour payer le coût des cas les plus graves. En outre, nous voulons engager des réformes structurelles, qui vont de la planification nationale de la médecine de pointe à l'introduction d'un contrôle de qualité. Nous nous opposons à

Solutions et fausses solutions

Le débat actuel sur la LAMal porte sur un plafonnement des cotisations, sur la suppression de la liberté de contracter et sur la création d'une caisse unique. Etat des lieux.

Les Chambres fédérales proposent (pour contrer l'initiative socialiste ?) de plafonner les primes à 8% du revenu. A priori, le souci des parlementaires est justifié. Et le principe du plafonnement est positif, car il fixe une limite à la portée antisociale des primes par tête, indifférentes à la capacité financière et à la taille des ménages. Cependant, le plafonnement des primes pose deux problèmes. D'une part, le niveau de la solidarité du financement et d'autre part, les modalités d'application.

La définition des assurés «économiquement modestes» dépend non pas d'un seuil social, mais de l'enveloppe à disposition de chaque canton. Ainsi, les inégalités de traitement sont grandes d'un canton à l'autre.

Pour respecter la limite des 8%, avec une enveloppe équivalente, il faudra prendre chez ceux qui, après subventions, sont en-dessous de 8%, pour permettre de ramener au maximum à 8% la charge de ceux qui sont maintenant au-dessus du plafond fixé. Le risque est évident: pénaliser ceux qui bénéficient du meilleur soutien, donc les plus bas revenus et les familles nombreuses. Dans cette logique, l'objectif social est manqué. Cessons de tergiverser, il faut des cotisations en pour-cent du revenu !

Autre objet débattu actuellement aux Chambres : l'obligation de contracter. Là aussi les enjeux sont plus complexes qu'il n'y paraît.

Officiellement, les assureurs entendent maîtriser les coûts, en réduisant l'offre et en limitant la consommation. Pourquoi pas ? Le constat est partiellement vrai. Mais constatons que les potentialités de l'actuelle LAMal ne sont que très partiellement exploitées. On pourrait parvenir aux mêmes buts sans changer fondamentalement le système.

Par contre, pour les caisses, la suppression de la liberté de contracter signifie un renforcement de leur pouvoir. Dans ce système, les critères économiques seront prépondérants: un mécanisme réducteur et dangereux. Pour les médecins et les patients, le libre-choix du médecin est une donnée essentielle. Il faut certes poser des limites à la surconsommation, mais on complique un système qui ne l'est déjà que trop. Vingt-six cantons, une centaine de caisses... ajoutez-y un catalogue de médecins par caisse et personne ne s'y retrouvera ! Pour agir sur l'offre, une politique de démographie médicale est impérative, mais elle n'existe pas en Suisse.

C'est pourquoi, la création d'une caisse nationale unique, revendication portée par la gauche, permettrait de résoudre la complexité croissante du système actuel et de désenchevêtrer les responsabilités. Car si on laisse les fusions se multiplier, dans quelques années, seuls cinq ou six groupes de caisses subsisteront. Pour réguler socialement le système de santé, il faut au contraire renforcer l'intervention étatique et, à terme, créer une caisse unique. On disposerait ainsi d'un partenaire capable d'imposer, en concertation avec l'autorité politique, une offre adéquate ainsi que des tarifs sociaux et transparents.

Stéphane Rossini
conseiller national

ataille en vue !

l'abrogation pure et simple de l'obligation de contracter qui équivaudrait à abolir le libre choix du médecin et à donner tout le pouvoir aux caisses maladie.

Nous avons dans ce bras de fer un atout de taille: notre initiative sur la santé. Les partis bourgeois en ont une peur bleue, d'autant plus qu'elle sera soumise au peuple aux alentours des élections fédérales. Selon la droite, la révision de la LAMal, version Conseil des Etats, devrait servir de contre-projet à notre initiative. Nous rejetons fermement cette manœuvre contre laquelle le lancement d'un référendum a déjà été annoncé – il est d'ailleurs loin d'être certain que les Chambres arrivent à se mettre d'accord suffisamment tôt sur un projet de révision de la LAMal, pour passer en votation en même temps que notre initiative.

Ces perspectives peuvent nous réjouir. Plus le temps passe, plus notre initiative représente la seule alternative intelligente et valable pour éliminer les problèmes de structure de notre système de santé. Elle permet surtout de résoudre le phénomène toujours plus inquiétant de l'explosion des primes d'assurance maladie. L'inéquitable «Sonderfall Schweiz» en matière de politique sanitaire est probablement enfin en train de mourir.

Franco Cavalli
conseiller national

«La santé amène de la joie» Barbara avec Michael, Esteban et Leïla.

Projet de caisse publique à Genève

Les graves problèmes de notre système de santé sont connus : primes par tête, opacité des comptes des assureurs, explosion des coûts. Pour s'opposer à la logique de la quête du profit dans le domaine de la santé, à Genève la gauche s'engage en faveur d'une autre solution. Les socialistes genevois-e-s ont proposé la création d'une caisse cantonale publique d'assurance maladie. Gérée en toute transparence et contrôlée par le Parlement, elle permettrait enfin de connaître la réalité des coûts de la santé.

Ce projet n'est pas révolutionnaire, mais il permettrait de faire la démonstration que la concurrence instaurée entre les caisses n'est pas à même de faire baisser les coûts : l'assurance de base étant obligatoire, les caisses prennent les assuré-e-s en otages dans un système cartellaire.

La Commission de la santé du Grand Conseil genevois a accepté ce projet en automne. Pourtant, la nouvelle majorité bourgeoise risque prochainement d'enterrer en plénière cette tentative d'amélioration de notre système de santé.

On ne peut donc que remercier nos partenaires de l'Alliance de Gauche d'avoir repris cette idée sous la forme d'une initiative populaire à la veille des élections cantonales. Clairvoyance politique extrême ou coup électoral ? Peu importe, actuellement cette initiative pendante est le meilleur appui au projet socialiste.

Un prochain Grand Conseil nous dira si la droite accepte de jouer le jeu de la transparence ou s'il nous faudra continuer, impuissant-e-s, à supporter les hausses des primes chaque année.

Carole-Anne Kast

Le «Sonderfall Schweiz» et les systèmes de santé en Europe

L'urgence en matière de politique de santé semble évidente : abolir les primes d'assurance maladie par tête. Sa réalisation ne fera que rétablir, en partie, le retard pris par la Suisse face à l'Europe.

Dans la plupart des pays européens se sont successivement imposés deux types de système de santé relativement progressistes. Deux modèles dont la Suisse, championne de l'inégalité, est restée à l'écart.

L'Allemagne, berceau du modèle «bismarckien»

Le premier modèle, dit «bismarckien», est basé sur le lien direct entre la protection contre la maladie et le travail. En Autriche, en Belgique, en France, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Allemagne, les systèmes de santé sont articulés autour de caisses d'assurance maladie professionnelles, placées sous tutelle de l'Etat. L'exemple le plus abouti est celui de notre voisin du Nord. C'est en 1883 que commence l'histoire de l'assurance maladie allemande. Face à un mouvement ouvrier de plus en plus puissant, la monarchie se doit de réagir. La première assurance maladie, destinée aux ouvriers recevant un salaire inférieur à un certain seuil, est créée. Il faut pourtant attendre 1951 pour voir s'instaurer dans la nouvelle Allemagne fédérale les fondements du système actuellement en vigueur : cotisations paritaires entre employé-e-s et employeurs et gestion concertée des caisses privées professionnelles (de quatre régimes : caisses locales d'assurance maladie, caisses maladies d'entreprises, assurances pour artisans et commerçants et enfin caisses agricoles). Les expériences des dernières décennies ont cependant fait apparaître le problème des fluctuations entre les taux de cotisation des différents régimes. Pour affronter cette situation, le gouvernement conservateur d'Helmut Kohl introduit des réformes visant la compensation entre caisses et régimes ainsi que le principe de concurrence. Depuis qu'il est au pouvoir, le SPD (parti social-démocrate allemand) a poursuivi la même voie.

La Suède et le service national de santé

Le deuxième modèle est celui des services nationaux de santé, inspirés des idées développées par l'ancien ministre anglais William Beveridge en 1942. L'accès aux soins est universel, le financement se fait à travers la fiscalité et l'Etat joue aussi le rôle de fournisseur des prestations. En vigueur en Grande-Bretagne, en Finlande, au Danemark et en Irlande, ce système est particulièrement intéressant en Suède. Obligatoire depuis longtemps, l'assurance maladie suédoise est dirigée par un Office national. Le caractère progressiste de son financement est évident. L'Etat assume 20% des dépenses à travers son budget, les employeurs suédois couvrent les 80% restants. Alors que cette logique de financement reste en vigueur, à l'instar de la Grande Bretagne, le gouvernement suédois a mis en route depuis 1992 plusieurs réformes visant notamment la réduction du contrôle central de l'administration et l'incitation à la concurrence entre fournisseurs de soins.

Quelle perspective pour la Suisse ?

En Suisse, un premier combat doit être mené contre les primes par tête. L'initiative du parti socialiste en constitue le premier jalon. Cependant, une fois cette étape franchie, la question se pose de savoir comment aller plus loin dans la volonté de rendre le système de santé suisse plus équitable. Le modèle allemand semble le système le plus adapté aux réalités helvétiques. Aux cotisations des employé-e-s prélevées en fonction de leur revenu, il serait alors impératif d'ajouter une contribution des employeurs afin d'aboutir à une logique paritaire. Parallèlement, et afin d'éviter les difficultés que connaît l'Allemagne en raison du caractère corporatiste de la gestion des caisses, la revendication d'une caisse unique publique devrait être avancée.

La deuxième perspective, celle d'un service national de santé, semble à l'heure actuelle bien éloignée. Cependant, dans un pays où l'Etat est fortement impliqué dans la fourniture de soins à travers les hôpitaux publics, la perspective d'une caisse unique d'assurance maladie, financée par des cotisations paritaires, permet d'imaginer remplacer un jour cette caisse par un Office fédéral d'assurance maladie, responsable du financement des soins et de la planification de la santé. Un service national de santé en Suisse, une option sérieuse pour la gauche.

Philipp Müller

«La perspective d'une caisse unique d'assurance maladie, financée par des cotisations paritaires, permet d'imaginer remplacer un jour cette caisse par un Office fédéral d'assurance maladie, responsable du financement des soins et de la planification de la santé. Un service national de santé en Suisse, une option sérieuse pour la gauche.»

Pour en savoir plus:
Marc Duriez et Diane Lequet-Slama, *Les systèmes de santé en Europe*, Collection Que sais-je ? Paris, 1998.

Une nouvelle voix pour la gauche

Les mots d'encouragement de Françoise Gehring Amato, rédactrice en cheffe de la revue syndicale tessinoise Area (SIB - FTMH)

Un nouveau journal dans le paysage médiatique suisse. Mais pas n'importe lequel. Le défi de PAGES DE GAUCHE est de taille : en effet dans un monde où les citoyens sont bombardés par une énorme quantité d'information, l'espace pour une information critique, engagée et différente est assez restreint. Une fois cet espace occupé, il faut le garder en proposant un produit de qualité qui mise sur le contenu du message, des réflexions et des analyses. Une information alternative qui serait un contrepoids à la pensée unique portée par les grands médias est nécessaire. Au Forum Social Mondial de Porto Alegre, Ignacio Ramonet, directeur du *Monde Diplomatique*, a mis l'accent sur le rôle de l'information engagée comme instrument de lutte contre le néolibéralisme et comme instrument de résistance face à «l'information-marchandise» des grands groupes, qui ont pour but non pas la recherche de la vérité, mais la recherche du profit.

Mais il faut bien garder à l'esprit qu'un journal de gauche demande beaucoup d'efforts. La lutte contre les conséquences de la globalisation, les privatisations, les attaques que subit le service public, le démantèlement social sont des sujets politiques de poids. Mais ils touchent aussi concrètement toutes les personnes fragilisées par les difficultés de la vie.

Un journal de gauche ne peut se contenter de critiquer, de formuler des alternatives crédibles pour qu'un nouveau monde soit possible. Un journal qui se veut de gauche doit aussi prêter une oreille attentive aux besoins des plus défavorisés. Il doit être à l'écoute de la société pour pouvoir la représenter dans ses batailles. Je suis convaincue que cette nouvelle publication saura en tenir compte. Raison de plus pour souhaiter «bonne chance» à l'équipe de rédaction.

Je pense que la parution de PAGES DE GAUCHE est une bonne chose non seulement pour la dialectique interne au Parti socialiste, mais aussi pour lancer un débat à l'intérieur de la gauche tout entière, où mouvement syndical et mouvements sociaux constituent une voix importante. Je vois donc cette nouvelle publication comme un moyen capable de renforcer le débat au sein d'une gauche plurielle, qui doit devenir plus forte pour pouvoir mieux relever les défis collectifs.

«Face au journalisme de marché, encourager la dissidence». C'est sur ces mots de Serge Halimi, grand journaliste français, que je conclus ces quelques lignes en espérant que la force des idées puisse trouver écho dans PAGES DE GAUCHE.

Françoise Gehring Amato

«La santé, c'est un état d'esprit. J'imagine que c'est une sorte de bonheur»
Paul, enseignant.

Brève

PS suisse: échec des blairistes

«Emploi, place économique et consommation» : telles étaient les trois lignes directrices de politique économique proposées par la direction du Parti socialiste suisse aux délégué-e-s du parti. Mais ces derniers ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils ont vertement critiqué un texte qui fait l'impasse sur le rôle de l'Etat et des services publics et qui passe sous silence l'évolution des conditions de travail. Au vu du large front d'opposition, le projet a été renvoyé. Alors que l'adoption du papier devait signer la victoire de l'aile blairiste du parti (Rudolf Strahm, Simonetta Sommaruga et tous les «gurteniens»), ce camouflet promet un bel avenir à toutes celles et à tous ceux qui défendent une politique tout simplement... socialiste.

Le «New Labour» et les syndicats: vers la rupture ?

Un sondage d'opinion au début d'avril de cette année envoyé aux présidents de sections locales du Parti travailliste devrait inquiéter sa direction. 20% des sondés estiment que le gouvernement ne représente pas l'opinion de la base du parti. A ce sentiment de malaise correspond l'évolution des effectifs. Depuis 1997, le parti a perdu plus du quart de ses membres : de 400'000, il a chuté à 280'000 aujourd'hui. Mais l'aspect le plus significatif est celui de la rupture qui se dessine entre les syndicats et le parti. 38% des interrogés pensent que le gouvernement va vers un conflit avec les syndicats avant les prochaines élections générales. Elu premier ministre en 1997, notamment grâce au soutien des centrales syndicales qui jouent depuis toujours un rôle important au sein du parti, Tony Blair est en train de perdre toute crédibilité dans le monde syndical et doit faire face à une résistance croissante contre sa politique néolibérale.

Pour beaucoup, ce qui a fait déborder le vase, c'est l'alliance de Tony Blair avec les premiers ministres les plus droitiers d'Europe, Berlusconi en Italie et Aznar en Espagne, à la veille du sommet des chefs d'Etat de l'Union Européenne (UE) à Barcelone, pour bloquer l'adoption de directives européennes qui obligeraient ces trois pays à concéder des droits syndicaux allant au-delà de leur législation nationale actuelle. John Monks, jusqu'en mars dernier secrétaire général de la Confédération syndicale britannique (TUC) et jusque-là fidèle soutien de Blair, a qualifié cette alliance de «profondément idiote» et prédit une «hémorragie» du soutien syndical au «New Labour».

Cette prise de position du principal leader syndical n'a rien d'anodin. En effet, la lune de miel entre Tony Blair et les syndicats est définitivement terminée après les dernières annonces du gouvernement. Malgré l'expérience désastreuse de la privatisation des chemins de fer, celui-ci persiste et signe un nouveau train de mesures de privatisation touchant, entre autres, la poste, la santé, l'enseignement et le métro de Londres. Parallèlement, Blair s'est déclaré prêt à accepter la revendication du patronat de ne pas être obligé de reprendre les travailleurs des services publics privatisés aux mêmes conditions que celles de leur emploi antérieur. La réaction dans le monde syndical est vive.

En mars, le syndicat des communications CWU, représentant les travailleurs de la poste et des télécoms, a affirmé qu'il réduira ses contributions au parti travailliste de 30% et qu'il consacrera cette somme à la lutte contre la déréglementation et la privatisation dans son secteur. GMB, autre grand syndicat représentant à la fois des salarié-e-s du secteur public et privé, diminuera ses cotisations au parti et ne soutiendra dorénavant plus que les candidat-e-s s'engageant à défendre les services publics. Le syndicat du rail et des transports maritimes RMT fera de même. Celui du service public, UNISON, débattra, lors de son prochain congrès en juin, de sa désaffiliation au «New Labor». Un débat similaire est en cours au sein du syndicat des conducteurs de locomotives ASLEF.

Au-delà de ces réactions, des réflexions sur les perspectives syndicales à long terme sont en cours. Alors que les discussions de certains dirigeants, dont John Monks, avec les partis conservateur et libéral-démocrate semblent vouées à l'échec, il est plus probable qu'à terme, une refondation du Parti travailliste ou la création d'un nouveau parti soient à l'ordre du jour. Dans l'immédiat, le mouvement syndical dans son ensemble va de plus en plus élaborer sa politique d'une façon indépendante, dans certains cas avec les nouveaux mouvements sociaux issus de la gauche non conformiste, et va chercher ses alliances de cas en cas, avec celles et ceux qui soutiennent son programme.

Dan Galin

Votation fédérale du 2 juin

Avortement : 80 ans de polémiques

Le 2 juin prochain, le peuple suisse se prononcera sur la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans un délai de douze semaines après la conception de l'enfant. Quatre-vingt-trois ans auparavant, la question était déjà d'actualité.

Le 22 mai 1919, le Grand Conseil bâlois, entièrement composé d'hommes, accepte la proposition du député socialiste Franz Welti de décriminaliser l'avortement. Si elle était confirmée en deuxième lecture, cette décision impliquerait la mise en place d'une solution des délais – l'avortement étant autorisé dans un délai de douze semaines après la conception de l'enfant. Le tollé est immédiat dans le petit monde de la bourgeoisie bâloise.

Forts de leur influence, les médecins prennent la plume, dénonçant l'ingérence du pouvoir judiciaire dans leur sphère de compétence. Les ecclésiastiques crient à l'immoralité. Les femmes bourgeoises sont instrumentalisées par ces messieurs. Les députés bourgeois resserrent les rangs. Certains sont en faveur d'une légalisation restreinte de l'avortement au gré de la décision du médecin (indications médicales), mais tous s'opposent aux indications sociales, qui impliquent de tenir compte de la situation socio-économique de la femme. La proposition Welti est finalement repoussée par 61 voix contre 54.

Dès 1942, le nouveau Code pénal suisse intègre les dispositions relatives à l'avortement. Les indications médicales sont introduites; pour le reste, l'avortement est illégal. Ces dispositions régissent aujourd'hui encore le régime de l'avortement en Suisse. Le 2 juin, une chance nous est donnée d'avancer et de continuer le débat. Saisissons-la.

Florian Ruf

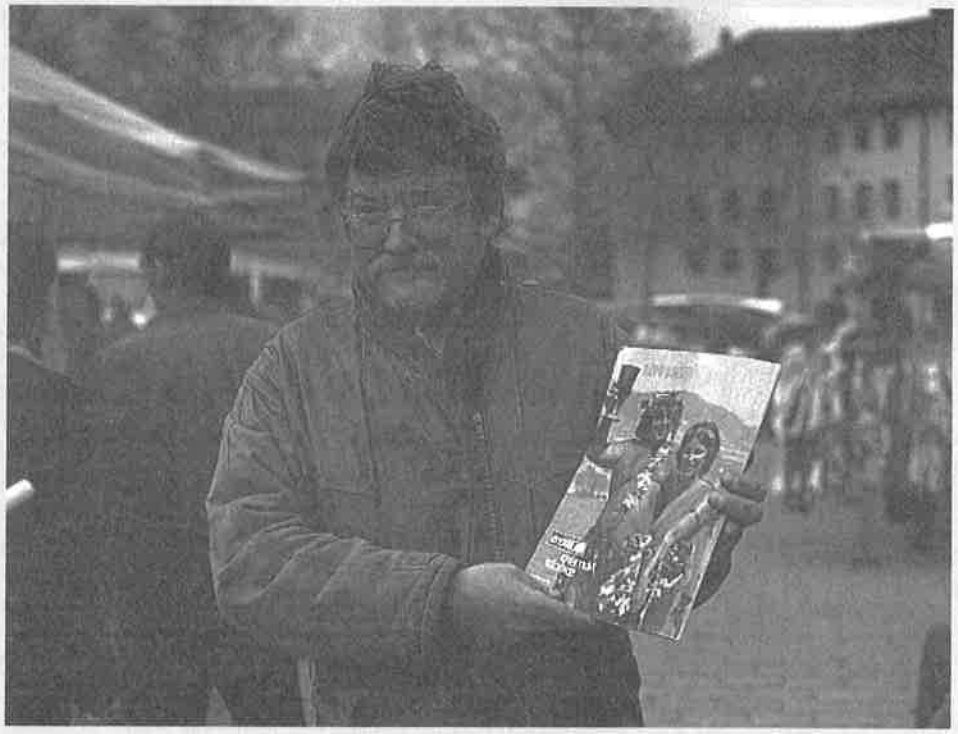
Brèves

Etats-Unis
La vérité est ailleurs

Selon le *New York Times*, le Pentagone a secrètement créé, après le 11 septembre, un nouveau service entièrement consacré à des missions de désinformation à l'étranger. Pompeusement baptisé «Bureau d'influence stratégique» et doté de moyens financiers très importants, cet organisme est chargé de diffuser quotidiennement des informations biaisées - ou carrément fausses - afin de faire avancer les thèses défendues par Washington. De quoi rendre les rédactions paranoïaques. Les journalistes du monde entier vont-ils de nouveau avoir peur de se faire manipuler, comme au bon vieux temps de la guerre froide ?

Une loi sur le chômage inacceptable

Fin mars, les Chambres fédérales ont mis sous toit la troisième révision de l'assurance chômage. Au menu : baisse des prestations pour les chômeurs-ses et allégement des cotisations pour les plus aisé-e-s. La période de cotisation qui précède l'ouverture du droit aux indemnités passe ainsi de 6 à 12 mois. La cotisation de solidarité de 2% sur les salaires élevés est supprimée. De maigres compensations relatives à la couverture maladie et accident ont été consenties. La révision est inacceptable pour les partis de gauche et pour les centrales syndicales qui ont en masse lancé le référendum le mois dernier. Pour s'opposer à l'accentuation des inégalités, il faut soutenir le référendum.



«La bonne chair et le bon vin, ça c'est la santé !»
Philippe, bouquiniste.

Jet set
Un diplomate bien niais

Thomas Borer limogé. Certes, les méthodes du *Blick* sont ignobles et la sphère intime de Thomas Borer a été démolie sans scrupules. Certes, le Conseil fédéral s'est ridiculisé dans cette affaire.

Mais qu'en est-il des louanges qui s'étalent pages après pages dans nos médias sur le travail diplomatique de Thomas Borer ?

On nous dit qu'il a été un admirable représentant de la Suisse au moment de la crise sur les fonds en déshérence. En réalité, il a, à l'époque, incarné avec arrogance et suffisance la défense inconditionnelle des banques suisses.

Après avoir été nommé ambassadeur à Berlin, il a d'ailleurs fait mine de quitter la diplomatie pour devenir responsable de l'Association suisse des banquiers. Mais ceux-ci, pas bêtes, ont choisi un autre candidat.

Comme l'explique avec un humour involontaire le journal *Le Temps* : «Devant ces publics avisés et triés sur le volet, il (*Thomas Borer*) explique inlassablement les contorsions de la politique européenne suisse, les subtilités du secret bancaire ou de la démocratie directe ou encore les règles qui font la force du marché suisse du travail». Autrement dit, avec patriotisme, il loue la protection bancaire en faveur de la fraude fiscale et la discipline suisse d'une paix du travail sans le spectre de la grève.

En résumé, un mélange de culture hollywoodienne, de jet-set berlinoise et de conformisme helvétique : Thomas Borer, une incommensurable niaiserie.

Nils de Dardel
Conseiller national

«L'artiste se forge dans cet aller retour perpétuel de lui aux autres, à mi-chemin de la beauté dont il ne peut se passer et de la communauté à laquelle il ne peut s'arracher. C'est pourquoi les vrais artistes ne méprisent rien; ils s'obligent à comprendre au lieu de juger. Et, s'ils ont un parti à prendre en ce monde, ce ne peut être que celui d'une société où, selon le grand mot de Nietzsche, ne règnera plus le juge, mais le créateur, qu'il soit travailleur ou intellectuel. Le rôle de l'écrivain, du même coup, ne se sépare pas de devoirs difficiles. Par définition, il ne peut se mettre aujourd'hui au service de ceux qui font l'histoire : il est au service de ceux qui la subissent.»

Albert Camus, Discours de Suède, 10 décembre 1957.

AGENDA

1er au 5 mai: Salon international du livre et de la presse, Village alternatif, Palexpo, Genève.

3 mai: Journée internationale de la liberté de presse.

8-12 mai: Expo 2% à Bienne par le mouvement des sans-papiers.

8 mai: Fête de soutien pour le droit à l'avortement, Piment Rouge, Site Artamis, Genève.

14 mai: Coordination attac-Vaud: «Vers un Forum Social Européen contre l'Accord Général sur le Commerce des Services», 20heures, Restaurant «Le Milan», Lausanne.

18/19 mai: Rencontre européenne d'échanges entre mouvements de sans-papiers à Berne.

24 mai: «Quel droit pour les étranger-ère-s ?» Journée de formation et d'information, Buffet de la Gare de Lausanne, Salle des Vignerons, 10h00 à 17h00. Organisation : Association des juristes progressistes vaudois, collectif vaudois de soutien aux sans-papiers.

Tout le mois: récolte de signatures pour le référendum contre la révision de la Loi sur l'assurance chômage.

numéro 1, mai 2002

PAGES DE GAUCHE

JAB
1002 Lausanne

DOSSIER ASSURANCE MALADIE

la guerre à la solidarité !

Pages de gauche Mensuel d'opinions socialistes. Case postale 3567, 1002 Lausanne.
Abonnement annuel de lancement: 29 francs. Abonnement de soutien : 100 francs.
Remarques, critiques, conseils : par courrier ou à info@pagesdegauche.ch.